



Rappel utile avant les élections professionnelles

Ces derniers temps nous sommes tous assaillis par une quantité de tracts électoraux remplis de bonnes intentions, conformément à ce que l'on voit souvent en période d'élections. En réalité, des exercices de communication qui dissimulent mal l'absence de crédit.

À la CGT, c'est chaque jour que nous sommes sur le terrain, attentifs à l'intérêt de salariées et soucieux de notre bien commun : **un cadre de travail sain et respectueux des valeurs du service public.**

Le syndicalisme ne consiste pas à faire bonne figure à quelques jours du scrutin, mais à défendre au quotidien nos métiers, nos outils de production et la qualité de nos programmes. **La direction ne fait pas semblant quand elle inflige par tous les moyens, y compris les plus déloyaux, des régressions réelles et cinglantes qui prennent en tenaille l'activité, dégradent les procédures et rudoient les salariés.**

Les élus CGT, quelle que soit l'instance dans laquelle ils siègent, DP, CE ou CHSCT, se sont investis sans compter à chaque fois qu'un salarié en avait besoin ou qu'une situation le réclamait.

Ce travail, les élus le font constamment avec les salariés, face à la direction, mais également auprès des interlocuteurs institutionnels, ministères et commissions, ce qui permet de peser sur les orientations économiques et sociales de l'entreprise.

Notre action c'est aussi l'accompagnement des salariés discriminés en justice, avec des résultats incontestables : **la requalification devant les juges de la quasi totalité des dossiers présentés.**

Les prochaines années ne seront pas tendres à France 3. Si nous voulons préserver nos conditions de travail, ce n'est pas avec de la résignation - comme cela est arrivé après la grève de début d'année - que nous obtiendrons des résultats.

Le protocole de sortie de grève, déterminant pour l'avenir de notre organisation du travail, est carrément tombé dans l'oubli. Aucun des syndicats signataires, pourtant bien loquace au moment de la grève, n'a daigné communiquer le texte qu'il a entériné, laissant in fine les salariés sans protection à partir du 31 août dernier. Une triste fin pour une si belle mobilisation.

Nous avons, en particulier à Vanves, tout intérêt à mandater devant la direction des représentants engagés et combatifs si l'on veut mettre un coup d'arrêt à la régression sociale actuelle. Il faut en finir de devoir aller au travail comme si on allait purger une peine. Les salariés doivent enfin être considérés pour ce qu'ils sont : les vrais producteurs de valeur.

Ensemble, nous pourrons continuer à défendre le recours prioritaire aux moyens internes ainsi que nos métiers et le bien-être au travail, en faisant avancer le projet d'une chaîne régionale à la hauteur des enjeux de la région Paris Ile de France.

Vanves, le 13 octobre 2014